

Compte-rendu de mandat : CTE du 19 avril 2012.

Les agents du pôle Est qui se sont rendus massivement en délégation à la CME le 2 avril, plus de 50 avec les syndicats FO, CGT, CFDT ont dit : « *Nos conditions de travail, les conditions d'hospitalisation des patients ne sont pas acceptables !* », exprimant ainsi de manière claire et précise la conviction de l'immense majorité des personnels y compris parmi les médecins.

La présentation du compte financier 2011 au CTE du 19 avril, confirme cette analyse, ce que nous avons déjà mis en avant nous FO, (*cf compte-rendu du CTE de février*) : **il y a bien eu baisse des effectifs, et en particulier des effectifs infirmiers pour la psychiatrie de secteur (hors UHSA et UMD).**

Cette baisse des effectifs accompagne une politique délibérée de réduction des soins et d'exclusion des patients : **diminution de 12,39% des hospitalisations directes à l'UMA et de 16,67% des passages suivis d'une hospitalisation**, pour une augmentation de 11,35% des passages sans hospitalisation.

Cette baisse des hospitalisations, ne parlons même pas de l'état des malades, s'est-elle traduite par une amélioration des conditions de travail ? Ce qui se passe tous les jours à l'UMA, la transformation de l'utilisation des lits d'Arthaud répondent clairement à cette question. (1)

Force est de constater que, bien au contraire, jamais la pénurie de lits n'a été aussi grande, entraînant une dégradation continuelle des conditions de travail des agents à l'UMA comme dans tous les services de soins de l'intra et de l'extra.

Nous reposons encore une fois la question : comment s'opposer à ce désastre ?

Suffira-t-il, comme l'écrit M. le DG dans sa note de service, de trouver '*un modèle plus adapté de lit d'appoint*', de savoir si '*c'est à l'UMA et non dans les unités de soins qu'il convient de les ajouter*', tout en poursuivant '*toutes les voies classiques ou expérimentales permettant d'éviter l'hospitalisation ...*' ?

- **N'est-ce pas précisément ces mesures qui sont mises en œuvre depuis 30 ans ?**
- N'est-il pas établi - depuis la lettre de l'ARS imposant le Plan Global de Financement Pluriannuel et présentée par la direction comme sa '*feuille de route*' – qu'elles ne sont que la couverture '*théorique*' de la déclinaison de la réduction des budgets fixée par les pouvoirs publics au nom du sacro-saint principe européen, « *l'équilibre des comptes publics* » ?
- Que ce sont elles qui nous ont conduit à cette situation ?

Faisons remarquer au passage que l'ARS qui impose, au nom de "*la réduction des déficits*" l'exclusion des patients et la dégradation de nos conditions de travail, n'a vu aucune objection à cette décision inouïe et totalement illégitime du DG de prendre en charge sur le budget de l'hôpital, le déficit du '*congrès des 5 continents*' organisé par une structure privée, pour la somme de 300 000 €, soit l'équivalent de 7 postes IDE pendant 1 an ! (2)

Rappelons que le budget de l'hôpital, c'est l'argent de la sécu, c'est à dire notre salaire différé. Et les mêmes qui pensent qu'il serait possible de l'utiliser pour des intérêts privés voudraient nous faire croire que c'est nous qui sommes illégitimes lorsque nous revendiquons tous simplement les moyens de soigner nos patients ?

La preuve n'a-t-elle pas été apportée dans les faits au CHS de Rennes (3) : lorsque l'unité est réalisée sur une revendication précise, tout est possible y compris le fait de gagner la réouverture de 30 lits et 15 places, avec à la clef une rallonge budgétaire de 500 000€ pour recruter les personnels nécessaires, évènement inédit depuis 30 ans.

C'est pourquoi nous nous adressons encore une fois aux médecins, à la CME : les personnels sont prêts, le CHS/CT a voté à l'unanimité, **adressons nous ensemble à l'ARS pour exiger la réouverture des lits nécessaires à la prise en charge de nos patients.**

Ne pas le dire et ne pas le faire aujourd'hui, aboutira inéluctablement à la fermeture de nouveaux lits, de nouvelles dégradations des conditions de travail, des conditions d'hospitalisation.

2/ **USIP** :

Par un courrier en date du 6 mars FORCE OUVRIERE a demandé pour les agents affectés dans cette unité **l'attribution d'une prime de risque identique à celle des agents affectés aux autres unités du même pôle.**

Face au refus de la direction, nous nous sommes adressé au ministère par l'intermédiaire de la fédération FO, dans l'attente de sa réponse, s'appuyant sur le fait qu'une telle prime existe déjà dans un certain nombre d'établissements, FO a proposé que la direction ouvre une négociation sur cette revendication. La CGT quant à elle a indiqué sa préférence pour une discussion qui aborderait plus globalement les conditions de travail. Le fait est que la Direction s'oppose à l'ouverture de négociation sur cette prime qui est dû aux agents. FO qui revendique le fait d'être le syndicat de la feuille de paie ne laissera pas faire. Comme nous continuons à exiger de la Direction qu'elle donne à tous les services du Dapela (*Requet, Verger, Montessori*) la NBI octroyée à Itard.

3/ **Calcul de l'indemnité forfaitaire des TSH.**

Ce point avait déjà fait l'objet d'une discussion au CTE du 2 février : FO avait alors repoussé la proposition de la direction qui aboutissait d'une part à un traitement arbitraire des agents et d'autre part à ce que l'IFT (qui remplace pour les agents concernés la prime de service et l'ISS) d'un TSH nouvellement recruté atteigne le taux faramineux de 8,09% ! Ce qui est dans un cas comme dans l'autre est anti-statutaire.

FO avait alors fait la proposition d'un taux de départ à 25% avec une évolution annuelle pour arriver à 40%. Cette solution qui a l'avantage de garantir un traitement égalitaire pour tous les agents ayant recueilli le soutien des autres organisations, la direction s'était engagée à revoir sa copie.

Elle revenait donc devant le CTE du 19 avril avec une nouvelle proposition, présentée comme son dernier mot : **un taux de départ à 17% et une progression annuelle de 2%. Etant entendu que FO exige pour les agents déjà en place, qu'il soit tenu compte de l'ancienneté la plus favorable.**

Prenant acte de l'avancée consentie par la direction comme de son refus de continuer à discuter, FO s'est abstenu.

4/ **Défense du Statut, et des droits des agents** :

Constatant que suite à la mise en œuvre de la loi HPST, un certain nombre de chefferies de pôles, encouragées par la DG, n'hésitaient pas à se comporter comme de véritables patrons de cliniques privées et à inventer leurs propres règles, FO demande que soit rappelé qu'il n'existe qu'un seul employeur, le CHS Vinatier, une seule règle : le statut de la FPH pour tous les agents quel que soit leur affectation. Nous avons mis en avant les exemples suivants :

- Concernant les congés : Pressions de la part de l'encadrement pour, ici imposer aux agents de fractionner leurs congés d'été en 2 voire 3 périodes, là leur imposer de les prendre à une période qu'ils n'ont pas choisie parce que cela arrange le service, ailleurs pour qu'ils programment l'intégralité des congés en début d'année contrairement à ce que dit la note de service,.....

Afin de garantir les droits des agents en la matière quel que soit leur pôle d'affectation, FO a demandé le rétablissement de la feuille de demande de congés qui a disparue de nombreux services, rendant plus difficile la défense des agents.

La direction répond en présentant un « *dispositif de traçabilité des demandes de congés via octime* » expérimental jusqu'à la fin de l'année sur lequel de nombreux avis se sont exprimés : certains le trouvant formidable et moderne, d'autres très complexe ...

Dans l'attente des résultats de l'expérimentation, FO a obtenu que les agents aient la possibilité d'imprimer leur demande de congé, de la remettre à leur cadre, et ensuite en cas de refus 'injustifié', de faire valoir ces droits . **Nous engageons chaque agent à le faire systématiquement.** Ce qui est le seul moyen de se défendre en cas de problème.

- **Concernant les agents en mi-temps thérapeutique**, la direction officialise enfin la demande de FO, là encore reprise par les autres organisations : Elle indique être intervenue dans la réunion des cadres et avoir informé ceux-ci quant à l'obligation à compter du 1^{er} mai, à mettre en œuvre la mesure suivante : le temps de travail quotidien est égal à la moitié de celui d'un agent à temps plein dans le service où il est affecté, avec les mêmes droits et les mêmes obligations que les agents travaillant à temps plein dans leur service d'affectation en matière de roulement.(3)

- **Formation continue** : afin de préserver le droit des agents en matière de demandes individuelles régulièrement remises en cause au nom des formations institutionnelles, **FO a également demandé le rétablissement de la feuille de demande de formation**. Seul moyen de permettre à l'agent de faire sa demande, au cadre de donner un avis (qui ne peut porter que sur la possibilité pour l'agent de s'absenter au regard de la continuité du service et certainement pas sur la pertinence de la formation pour le service), à la direction de prendre une décision après consultation de la CCF, et à l'agent d'exercer un recours éventuel à la CAP.

Sur ce point, la direction s'engage à nous donner satisfaction. Nous y veillerons. Rappelons une fois de plus que la Formation continue c'est notre salaire différé, notre argent. Elle a d'abord été instituée pour permettre la réalisation des besoins d'épanouissement professionnel des agents, pas pour le formatage de la soumission au projet de service.

5/ Formation promotionnelle :

La proposition soumise au CTE prévoyait 6 départs en IFCS, 3 en IFSI, 3 en IFAS. FO s'interroge : Compte tenu des difficultés de recrutement pour les personnels infirmiers, et du manque d'IDE dans les services de soins, est-il bien judicieux d'aggraver la situation avec un tel déséquilibre ?

La direction indique que l'ANFH accorde pour cette année une enveloppe complémentaire importante avec laquelle elle s'engage à privilégier les études promotionnelles d'infirmières, le projet sera soumis à la CCF du 21 mai, il prévoit d'ores et déjà 3 départs supplémentaires en IFSI, et il reste de quoi financer 3 autres départs qui restent à définir.

6/ Chèques déjeuner :

Leur valeur faciale augmentera de 20 centimes par an. Ils passeront à 7,90 € au 1^{er} mai 2012, puis à 8,10 €, 8,30 € et 8,50 € respectivement aux 1^{ers} janvier 2013, 2014 et 2015 ! De quoi faire bombance.....

(1) Et d'ailleurs, M. le DG ne le reconnaît-il pas lui-même dans sa note de service '**Régulation des pics d'affluence à l'UMA**' ? Il écrit : « *Le CHS Vinatier se doit d'accueillir 24h sur 24 toute personne qui se présente ou y est adressée en vue d'une hospitalisation.* » ! Quel sens peut bien avoir cette curieuse introduction ? Imagine-t-on un patron de boulangerie sortant une note de service rappelant à son personnel que sa fonction est de fabriquer et vendre du pain ? A qui faut-il rappeler cette évidence au Personnel ? Aux médecins ? Ou à ceux, gouvernements de tous bords, qui cédant comme un serf à son maître, aux injonctions de la troïka (FMI-BCE-UE) ont fermé les hôpitaux publics sur tout le vieux continent ?

Ce n'est pas à nous qu'il faut dire cela, Mr le Directeur Général. Nous n'avons pas fermé en trente ans 87 000 lits de psychiatrie publique ! Nous sommes passés chiffres ministériels de 110 000 à 23 000 lits aujourd'hui en psychiatrie publique pour toute la France ! Des dizaines de milliers de malades mentaux sont dans la rue ou en prison. Sans compter ceux qui se sont suicidés.....

(2) Force Ouvrière, rejoint par la CGT, s'y est opposé et a demandé que cela soit porté officiellement au PV du CTE. Nous verrons ce que la Cour des comptes en dira, elle qui est si prompte à s'offusquer lorsqu'il s'agit de faire la chasse à quelques euros de "*prime non statutaire*". Comme quoi l'argument de l'équilibre des comptes publics ne sert que contre les travailleurs ou le service public....

(3) C'est quand même une honte !..... Que l'on soit obligé de se battre simplement pour faire admettre que des agents revenant d'une affection de longue durée (*cancer, AVC, etc...*) ou revenant d'un accident du travail ne sont pas forcément des 'profiteurs' qu'il faut sanctionner en leur supprimant les 20 RTT, la possibilité de travailler les dimanches et jours fériés et les droits qui vont avec, etc....indique l'ampleur du désastre social, entraînant un désastre pour la conscience humaine, qu'est la 'construction européenne'..... Mais de Prague à Madrid, de Dublin à Paris, les peuples, sous des formes variées, sont en train de répondre.

Viva la huelga general !

Ce 29 mars en Espagne devait être une journée d'action, une de plus, comme les autres..... Le 2 février Toxo, Mendez, respectivement 'chefs' dec CCOO et de l'UGT, les deux principaux syndicats espagnols avaient signé un pacte 'social' de modération salariale avec Rajoy le chef du gouvernement fraîchement élu.....Tout était donc sous contrôle.

Oui mais voilà depuis des semaines dans tous les syndicats, il y avait discussion : «*mais quel est le syndicat qui a demandé à Toxo et Mendez de signer le pacte social... D'où tiennent-ils ce mandat ?* »

De cette discussion, qui a du paraître secondaire aux partisans de la 'lutte', et malgré des consignes 'extraordinaires' des Toxo et Mendez et de leurs amis - '*RDV à 22h la veille du 29 pour une nuit blanche de discussion pour préparer la lutte du lendemain...*' »! -, dès 6h du matin ce 29 mars, des dizaines de milliers dans tous le pays ont surgi. Constituant des milliers de piquets de grève entraînant 11 millions de travailleurs sur 16,5 millions de salariés en Espagne dans la grève général, non pas pour '*l'ouverture du dialogue social, pour la re-négociation du traité européen...*' comme l'exigeaient Toxo et Mendez la veille encore, mais pour « *le retrait de la réforme du Code du travail et de toutes les coupes budgétaires* » !

Et dès lors c'est tout le dispositif de la troïka qui se grippe... Les marchés s'affolent ! Ce 24 avril l'*International Herald Tribune* écrit : « *Les citoyens de Prague à Paris, de Madrid à Amsterdam ont fait clairement savoir des derniers jours qu'ils en ont assez de l'austérité...les marchés sont en baisse...l'unité de l'eurozone est en jeu.* ». « *Viva la huelga general ! Retirada de la reforma laboral y de los recortes !* » Cà c'est nous et les travailleurs espagnols qui le disent.

Les syndicats allemands des Services Publics obtiennent 6,5% d'augmentation des traitements !

En grève pour l'augmentation des salaires à l'appel de leur syndicat Ver.Di, les travailleurs de la Fonction Publique en Allemagne ont obtenu après deux semaines de grève 6,5 % d'augmentation des traitements ! Nous ça nous fait rêver... Mais nous rassurons nos brillants 'économistes' et autres experts, aux dernières nouvelles, l'économie allemande ne s'est pas effondré !....

Ce qu'il reste du NHS après 20 ans de Thatcher et de Blair.

Selon le journal *The Times* daté du 12 avril, ils sont 8000. 8000 vieux et malades sans défense qui chaque semaine sont renvoyés des urgences des hôpitaux britanniques. Comme quoi il n'y a pas qu'en psychiatrie et en France, ça ne console mais ça permet de comprendre.... Et *The Times* d'écrire : « *Un homme âgé de 94 ans va aux urgences, se plaint de troubles respiratoires et doit ensuite regagner seul son logement au 10^{ème} étage d'une tour....Cette scène se passe à derby..A Grimsby une femme de 92 ans se casse le poignet , se rend aux urgences, s'est vue immédiatement après avoir été plâtrée, priée de retourner à 2 heures du matin à son domicile... Un octogénaire souffrant de la poitrine et hospitalisé, après avoir reçu de la morphine, est raccompagné en taxi à son domicile. Il décède deux heures plus tard.....Ce sont les services de soins intensifs du centre de l'Angleterre et de Londres qui pratiquent le plus de renvois....* ». En 25 ans Thatcher, Blair, et consorts ont taillé dans les budgets du NHS, provoquant des dizaines de milliers de fermetures de lits, de services, d'hôpitaux, des centaines de milliers de suppressions d'emplois....Le résultat est que pour faire de la place à ceux qui arrivent aux urgences on expulse les malades qui y sont déjà. Aux dernières nouvelles, la City se porte à merveille.....